



Séance spéciale

Jeudi 14 juin 2012, 11 heures

Présidence de M. Albuquerque de Castro

**ALLOCUTION DE M^{ME} AUNG SAN SUU KYI,
PRÉSIDENTE DE LA LIGUE NATIONALE
POUR LA DÉMOCRATIE (NLD)
ET MEMBRE DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE L'UNION DU MYANMAR**

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

La Conférence internationale du Travail a l'honneur de recevoir la visite de M^{me} Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue nationale pour la démocratie et membre du Parlement de la République de l'Union du Myanmar.

Pour lui souhaiter la bienvenue et pour présenter notre invitée d'honneur, je donne la parole au Secrétaire général de la Conférence, M. Somavia.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de la CONFÉRENCE

Très chère Aung San Suu Kyi, soyez la bienvenue. Merci d'être présente parmi nous. Vous avez apporté un rayon de soleil à votre pays et maintenant vous emplissez cette salle de la lumière de votre esprit, et cette lumière nous éclaire, tout comme elle brillait lorsque vous étiez recluse chez vous.

Voyez comment vous êtes accueillie, voyez l'intérêt, l'attachement que l'on manifeste pour votre cause. C'est pour nous un jour émouvant, un jour à marquer d'une pierre d'or à l'OIT, qui restera dans nos mémoires et qui nous fera dire, dans des années: «J'y étais, lorsque vous êtes venue à l'OIT.» Regardez tous les gens ici rassemblés qui pourront dire cela.

(Applaudissements.)

Chers amis, aujourd'hui nous célébrons une femme dont le courage et la détermination sont remarquables. Un courage physique et moral qui nourrit la quête de vérité et de liberté, qui est la capacité incarnée de se libérer de la peur.

Votre discours puissant de 1990 sur ce thème annonçait la vie qui serait la vôtre et les qualités qui brilleraient les années suivantes. Dans ce discours, vous disiez qu'il ne suffisait pas de demander la liberté, la démocratie et les droits de l'homme, qu'il fallait aussi la détermination de tous pour poursuivre la lutte, pour faire les sacrifices nécessaires afin que la vérité ne soit pas oubliée, et pour résister à la corruption induite par l'envie, la rancune, l'ignorance, la peur.

Vous avez dit cela en 1990, vous décriviez presque la vie que vous mèneriez jusqu'à maintenant. Vous êtes véritablement la fille d'Aung San, une véritable force de caractère, alliée à une humanité qui inspire votre peuple et le monde.

C'est pourquoi, chère Aung San Suu Kyi, nous vous accueillons en tant qu'amie, en tant que lauréate du prix Nobel, comme l'OIT, et en tant que grand symbole des valeurs de notre Organisation.

Vous avez dit une fois que nous parviendrons certainement à bon port si nous nous tenons la main et, depuis l'isolement de votre maison, vous avez su toucher le monde et le monde s'est joint à vous dans votre lutte pour la démocratie et les droits de l'homme.

Aujourd'hui, votre parcours exceptionnel vous conduit à cette tribune. Le Président Mandela et Lech Walesa ont également fait le voyage de l'OIT, lorsqu'une ère plus lumineuse a brillé pour eux, et vous êtes tous des figures de l'Histoire. Votre présence nous assure, avec force, que l'impossible peut devenir réalité et que la pire adversité peut être surmontée.

Nous écoutons votre message et nous savons que, sans détermination, l'espoir est vide, et que vous guiderez les nombreuses tâches qui restent à accomplir.

Il y a plus d'une décennie, nos chemins se sont croisés, dans notre quête commune de liberté, de dignité et de justice, à propos de ce problème particulier, dans votre pays, la Birmanie, qu'était le travail forcé. Nous partageons la conviction que ces valeurs, les valeurs que nous partageons, doivent se traduire par de meilleures conditions pour les hommes et les femmes qui travaillent, ainsi que pour leurs familles.

Vous avez suivi de près notre mission dans votre pays, qui cherchait à faire respecter la dignité du travail. Vous avez appuyé notre démarche qui allie conviction et fermeté, d'une part, et patience et équilibre, d'autre part, dans notre engagement à garder ouvertes les voies du dialogue et même, c'est très souvent le cas, face à l'indifférence et au silence vis-à-vis de l'OIT.

Dans vos méthodes de travail, vous avez suivi les pas de Mahatma Gandhi qui a dit: «Je ne puis vous enseigner la violence, car moi-même je n'y crois pas. Tout ce que je puis vous apprendre, c'est de ne pas courber la tête devant qui que ce soit, même au prix de votre vie.» Et c'est précisément ce que vous avez fait.

Nous avons toujours pu compter sur votre avis constructif, pragmatique et clair. Votre intelligence a été influente et nous a permis de développer une certaine confiance et d'agir dans votre pays. Les résultats apparaissent peu à peu.

Pour ce qui est de l'engagement de l'OIT, alors que dans un premier temps l'existence du travail forcé était niée, nous avons pu ouvrir un bureau de liaison, recevoir des plaintes et, aujourd'hui, la délégation des travailleurs du Myanmar a à sa tête le représentant d'un mouvement syndical indépendant. L'an dernier, vous ne pouviez pas quitter votre pays et vous nous aviez adressé une vidéo. Aujourd'hui, vous êtes ici, parmi nous.

Il reste beaucoup à faire et c'est la raison pour laquelle, à la présente session, la Conférence a pris la décision de faciliter l'action de l'OIT à l'avenir, au fur et à mesure de l'évolution de la situation dans votre pays.

Mais j'aimerais souligner un point qui est important aussi. Votre force vient de l'intérieur et vous avez dit quelque chose que je trouve fondamental: «La révolution essentielle, c'est celle de l'esprit, un esprit né de la conviction intellectuelle qu'il faut changer les attitudes et les valeurs mentales, ainsi que les valeurs qui façonnent le développement d'une Nation.» Et je suis convaincu que vous êtes habitée par cet esprit.

Pour terminer, je dirai simplement que nous vous remercions d'être ici, aujourd'hui, parmi nous. Nous souhaitons de tout cœur, et nous ferons tout pour y parvenir, que ce voyage jusqu'à l'OIT marque le début d'une ère nouvelle pour vous, votre peuple et votre pays. Dans mon propre pays, nous savions qu'un jour, si nous ne relâchions pas nos efforts, la démocratie et la liberté l'emporteraient.

Il ne fait pas de doute, dans mon esprit, que la démocratie et la liberté finiront par l'emporter dans votre pays. Avec le dialogue, la résilience, la persévérance, c'est le droit qui l'emportera et votre peuple retrouvera ses droits. Merci d'être le symbole que le monde entier reconnaît et suit avec un énorme intérêt. Nous savons qu'il y a encore du chemin à parcourir, mais nous savons aussi que vous réussirez.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

J'invite notre invitée d'honneur, M^{me} Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue nationale pour la démocratie et membre du Parlement de la République de l'Union du Myanmar, à bien vouloir prendre place à la tribune pour prononcer son allocution.

Original anglais: M^{me} AUNG SAN SUU KYI (présidente de la Ligue nationale pour la démocratie et membre du Parlement de la République de l'Union du Myanmar)

L'accueil que j'ai reçu ce matin m'oblige à m'écarter un peu de mon texte et je voudrais m'en excuser auprès des interprètes. Avant de prononcer l'allocution que j'ai préparée, je tiens à vous remercier très sincèrement pour votre accueil si chaleureux auquel je ne m'attendais pas du tout. Je suis profondément émue et j'espère qu'à l'avenir nous pourrons œuvrer ensemble à l'édification d'un monde où nous nous rapprocherons les uns des autres.

Je disais tout à l'heure à M. Somavia que, chaque fois que je rencontre des personnes originaires d'Amérique du Sud, j'ai l'impression de rencontrer des membres de ma propre famille parce que nous

avons vécu la même expérience dans nos pays respectifs. Je crois que ce constat serait le même avec beaucoup d'autres pays du monde. Venir ici me donne donc l'impression de retrouver des membres de ma famille que je n'ai pas vus depuis longtemps. Et j'espère que cette rencontre ne sera surtout pas la dernière.

La Conférence internationale du Travail est une pionnière et l'exemple même d'une assemblée ouverte à tous. Les délégués des travailleurs, des employeurs et des gouvernements qui se réunissent ici pour rechercher des solutions efficaces à des problèmes complexes démontrent la valeur d'un véritable échange entre acteurs concernés.

Cependant, je ne suis pas ici en tant que représentante des travailleurs, des employeurs ou de mon gouvernement. En tout cas, pas pour l'instant. Vous pourriez peut-être m'accepter comme le quatrième élément. Comme pour d'innombrables personnes, le travail et les questions qui l'entourent occupent une très grande place dans mon existence. Je suis également une femme politique, et donc je pourrais peut-être prétendre aussi à être le cinquième élément, celui qui représente les intérêts de la société dans son ensemble. J'ai encore un peu de peine à me présenter comme membre récemment élue du parlement, définition officielle et correcte, je suppose, de mon statut.

Ma rencontre avec l'OIT, qui remonte à plusieurs années, tient à mon rôle de responsable politique, et plus précisément aux activités de mon parti, la Ligue nationale pour la démocratie, qui ont trait à la démocratie et aux droits de l'homme. Nous avons coopéré du mieux que nous avons pu avec l'OIT et d'autres organisations et personnes à propos du travail forcé et de l'enrôlement des enfants soldats. Le rapport de la Commission de l'application des normes fait état des progrès accomplis dans ces domaines depuis le dernier examen de la situation, ainsi que des problèmes non encore réglés. J'ai peu à ajouter au contenu de ce rapport déjà complet. Aujourd'hui, je souhaiterais parler de questions liées aux changements qui ont eu lieu en Birmanie au cours de l'année dernière.

Les mesures de la démocratisation prises par le gouvernement du Président U Thein Sein ont été favorablement accueillies par la population de notre pays ainsi que par la communauté internationale. Outre les mesures visant à réformer la vie politique, des efforts considérables ont été faits pour orienter l'économie dans le bon sens. La Birmanie, l'un des rares pays au monde à disposer d'un immense potentiel encore inexploité, a suscité l'intérêt du monde des affaires, de même que de gouvernements et d'organismes qui souhaitent encourager et soutenir le processus de réformes.

L'OIT est unique, dans le sens où le social, l'économique et le politique se fondent dans son action. Je suis donc au bon endroit à cette tribune pour venir parler des préoccupations liées aux opportunités créées par le changement qui se produit dans mon pays.

De même que les droits devraient s'accompagner d'obligations, opportunités et probité doivent aller de pair, si nous voulons éviter les dangers de l'exploitation. Ce que je voudrais pour notre pays, c'est un développement, une croissance qui favorisent la démocratie. Je voudrais une aide et des investissements qui renforcent le processus de démocratisation en encourageant un progrès social et

économique sur lequel puisse s'appuyer la réforme politique.

La Ligue nationale pour la démocratie a maintes fois souligné la nécessité d'instaurer la primauté du droit et de mettre un terme aux conflits ethniques dans notre pays. Tant que ces conditions fondamentales ne seront pas remplies, les fondements d'un développement social, économique et politique sain ne pourront pas être posés. Des institutions démocratiques fortes, qui protègent les droits fondamentaux de l'homme, sont nécessaires pour garantir une gouvernance transparente, responsable et intègre. Est-ce un objectif trop ambitieux? Peut-être. Oui, je pense que je suis ambitieuse. Mais, si nous ne cherchons pas à parvenir au meilleur résultat possible, nous courrons le risque de devoir nous accommoder du minimum tolérable, à court terme. A long terme, avec l'érosion de la capacité de tolérance, l'agitation et l'instabilité hypothéqueront les progrès déjà réalisés.

La résolution relative aux mesures concernant le Myanmar, adoptée par cette 101^e session au titre de l'article 33 de la Constitution de l'OIT, fait état de mesures positives prises au cours de l'année dernière. De l'avis de l'Ambassadeur de la République de l'Union du Myanmar, cette résolution n'est pas à la hauteur des attentes du gouvernement. Le Vice-président travailleur, de son côté, a déclaré qu'il n'était pas facile pour les travailleurs d'accepter la résolution car, si un grand nombre de ses dispositions sont appliquées en droit, elles sont loin de l'être dans la pratique. Néanmoins, un membre travailleur de la délégation de la Birmanie s'est focalisé sur la création d'emplois, demandant instamment la levée ou la suspension de toutes les sanctions internationales et lançant un appel aux investisseurs.

Bien que je ne représente officiellement ni les travailleurs, ni les employeurs, ni le gouvernement, en tant que cinquième élément, j'ai rencontré dans le cadre de la préparation de mon voyage à Genève diverses personnes et organisations qui s'occupent de la promotion des droits des travailleurs depuis des années.

Ceux que j'ai rencontrés en Birmanie m'ont fait part de préoccupations proches de celles exprimées par les membres travailleurs à la Commission de l'application des normes au sujet du travail forcé.

En outre, ils ont souligné qu'il fallait une législation qui protège les droits des travailleurs. Ils ont fait observer qu'un certain nombre de lois relatives au travail étaient théoriquement en vigueur, mais que certaines étaient obsolètes ou anachroniques, que d'autres n'avaient pas été traduites en birman et que d'autres encore, par exemple la loi sur le salaire minimum, n'avaient été ni abolies ni remplacées et qu'elles n'étaient pas non plus entrées en vigueur. Ils se sont aussi déclarés préoccupés par le fait que la nouvelle loi sur l'association des travailleurs ne confère pas suffisamment de protection contre l'ingérence du gouvernement dans le financement des syndicats. Ils estimaient par ailleurs que la réglementation du droit de grève devrait être moins restrictive, de manière à ne pas favoriser les employeurs, et que la loi sur l'association des travailleurs devrait être intitulée loi sur les syndicats et ne devrait pas s'appliquer uniquement aux travailleurs de l'industrie.

Toutes ces remarques concernant la nouvelle législation du travail montrent qu'une plus grande transparence du processus législatif est nécessaire et que les divers acteurs concernés pourraient être

consultés avant la promulgation de nouvelles lois. Des pratiques plus démocratiques permettront de mieux protéger les droits des travailleurs, et des citoyens en général.

La création d'emplois était une autre priorité importante des défenseurs des droits des travailleurs, qui ont présenté des recommandations détaillées sur diverses questions allant du type d'investissement direct étranger considéré comme souhaitable au rôle que le gouvernement devrait jouer pour assurer des pratiques commerciales adéquates. Je vais vous donner quelques exemples de ces recommandations pour que vous puissiez constater que, malgré de longues années d'isolement et de répression, notre peuple peut encore se targuer d'une conscience sociale, économique et politique qui, sous réserve d'une latitude suffisante, permettra à notre pays d'évoluer aussi bien que le reste du monde.

Je voudrais mettre ici l'accent sur le problème du chômage des jeunes. Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, ce n'est pas tant le chômage mais l'absence d'espoir qui menace notre avenir. Les jeunes sans emploi n'ont plus confiance en une société qui n'a pas su leur offrir la possibilité de réaliser leur potentiel. L'alcool, la drogue et le vagabondage font des ravages chez des jeunes inquiets et désorientés, qui souffrent de l'inutilité de leur existence. Une formation professionnelle axée sur la création d'emplois est indispensable pour préserver l'avenir en donnant à nos jeunes la capacité d'assumer pleinement les responsabilités qui leur incomberont inévitablement un jour qui n'est peut-être pas si lointain.

L'investissement direct étranger qui crée des emplois est bienvenu dans notre pays. Les investisseurs doivent respecter les codes de bonnes pratiques, leurs antécédents en matière de respect des normes internationales du travail et de responsabilité environnementale doivent être pris en considération. Le but est d'obtenir des avantages à long terme, comme l'acquisition de technologies modernes. Des investissements étrangers responsables dans l'agro-industrie pourraient être bénéfiques, si des précautions sont prises pour protéger les petits exploitants. Les entreprises d'Etat qui seront privatisées devront être plus compétitives et les petites et moyennes entreprises, de matériel électrique et de pièces détachées par exemple, devront être encouragées. L'investissement direct étranger que nous préférons est celui qui est consacré au tourisme, à des services financiers efficaces et à l'infrastructure de base. L'investissement dans les industries extractives requiert la plus grande prudence.

Ces recommandations de représentants des travailleurs présentent une similarité frappante avec celles d'un éminent économiste qui étudie la situation de la Birmanie depuis de nombreuses années: développement de l'industrie du tourisme, création d'un système financier viable, investissement consacré à la création immédiate d'emplois ainsi qu'à l'innovation et aux techniques et technologies nouvelles. Il conseille également la plus grande transparence dans le secteur de l'énergie et des industries extractives en général. La question de la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), entreprise d'Etat qui dépend du ministère de l'Energie, manque de transparence, toute participation étrangère dans le secteur de l'énergie prenant la forme de joint-ventures. Le gouvernement doit appliquer des normes reconnues au niveau international, telles que le Code de bonnes pratiques du Fonds monétaire

international en matière de transparence des finances publiques. D'autres pays pourraient nous aider en ne permettant pas que leurs entreprises établissent des partenariats avec la MOGE, sauf si elles adhèrent à de tels codes. Cela garantirait aussi que leurs propres entreprises seront elles-mêmes assujetties à ces codes et aux principes de la campagne «Publiez ce que vous payez».

Je suis tout à fait d'avis que l'environnement national devrait être structuré de manière à favoriser la meilleure utilisation possible des investissements: droits de propriété, primauté du droit, stabilité économique, infrastructure en état de fonctionner, y compris l'éducation, et fonction publique efficace et honnête. L'amélioration de l'accès à l'énergie, aux transports et aux communications, y compris les communications téléphoniques et électroniques, devra faire l'objet d'une attention particulière.

Toute une série de réformes pourrait être réalisée en Birmanie, pas simplement pour attirer les investissements, mais afin que ceux-ci soient durables et profitent réellement à la population. Une politique de développement tournée vers la démocratie, fondée sur des réformes sociales, politiques et économiques bien coordonnées, remettra notre pays sur la voie de la réussite.

Aucun pays ne peut prétendre à un véritable développement tant que ses habitants ne bénéficient pas des libertés fondamentales, c'est-à-dire ne vivent pas à l'abri du besoin et de la peur. Dans la discussion sur les progrès économiques potentiels, nous ne pouvons passer sous silence le sort de ceux d'entre nous qui travaillent à l'étranger et dont les droits ne sont pas suffisamment protégés. Au cours de ma récente visite en Thaïlande, j'ai eu l'occasion de rencontrer des travailleurs migrants et leurs représentants ainsi que des individus et des organisations qui se consacrent à la protection des droits des travailleurs.

Plus de 80 pour cent des travailleurs migrants qui se trouvent en Thaïlande viennent de Birmanie. On m'a indiqué que, malgré le protocole d'entente de 2003 et la procédure de vérification de la nationalité de 2009 visant à régulariser les travailleurs birmans en leur délivrant un passeport birman, les travailleurs migrants sont encore victimes de violations de leurs droits parce que ni la Birmanie ni la Thaïlande n'ont adopté à leur égard une approche fondée sur les droits, telle que celle qui est prévue dans de nombreuses conventions de l'OIT et surtout dans la Convention de 1990 des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Les deux pays n'ont toujours pas une politique migratoire claire ni d'organe chargé de la gestion des migrations, et ni l'un ni l'autre n'a pris l'initiative de débloquent les travaux relatifs à l'instrument de l'ASEAN pour la protection des travailleurs migrants. Je crois savoir que les représentants de la Confédération des travailleurs des entreprises de l'Etat (SERC) présenteront à cette Conférence un rapport détaillé sur la dure réalité vécue par les travailleurs migrants en Thaïlande. Je tiens simplement à souligner que le sort des travailleurs migrants mérite autant de considération que celui des travailleurs de notre propre pays. Beaucoup des travailleurs migrants que j'ai rencontrés en Thaïlande m'ont dit: «Nous voulons rentrer chez nous!». Nous avons tous l'obligation de faire en sorte qu'ils puissent revenir dans une patrie qui leur assure paix et sécurité. J'invite donc l'OIT à se joindre à nos efforts visant à faire de mon pays

un véritable sanctuaire pour tous nos peuples. Je voudrais ici exprimer toute ma gratitude aux membres de l'administration thaïlandaise qui tentent de résoudre les problèmes des travailleurs migrants avec compréhension et détermination. Les pays hôtes doivent eux aussi bénéficier de notre considération et de notre assistance pour que les relations internationales et les relations du travail s'améliorent dans le monde entier.

Je me félicite de la résolution adoptée par la 101 session, et en particulier de ses paragraphes 7 à 12 qui permettront à l'OIT de travailler avec plus d'efficacité à la résolution de tous les problèmes qui subsistent dans le monde du travail, chez nous et dans les pays où se trouvent des travailleurs migrants originaires de la Birmanie.

Et maintenant, je vais de nouveau me détacher de mon discours et donner du travail à nos interprètes.

En venant à cette Conférence, j'ai appris que nous pouvons tous travailler ensemble. Comme je l'ai dit tout à l'heure, je me sens ici chez moi. J'ai l'impression de retrouver des membres de ma famille. Nous ne sommes pas simplement une famille de nations, nous sommes une famille de peuples. Les relations entre les peuples sont sans aucun doute les plus importantes. J'aimerais que vous considériez la Birmanie non seulement comme un pays mais également comme une nation où vivent des êtres humains comme vous. J'aimerais que vous pensiez à nos jeunes comme vous pensez à vos jeunes, à vos propres enfants.

J'ai promis ce matin au Conseil d'administration de vous ennuyer en vous disant ce que je pense de nos jeunes. Il est temps de tenir ma promesse. Pendant la campagne pour les élections partielles du mois d'avril, j'ai eu l'occasion de rencontrer des jeunes de toutes les régions du pays. Nous tentions alors d'éveiller la conscience politique de notre population et j'ai été sidérée de voir l'intelligence avec laquelle nos jeunes réagissaient à notre campagne. Quand je dis nos jeunes, je parle également des tout petits. Dans de nombreux endroits, nous avons vu des petits enfants qui savaient à peine marcher courir vers nous avec un petit drapeau à la main pour nous montrer qu'ils nous soutenaient. C'était vraiment surprenant. Même ceux qui commençaient à peine à parler pouvaient déjà répéter certains slogans de notre campagne en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Je ne sais pas s'ils comprenaient tout ce qu'ils disaient mais je pense que l'idée de participation politique leur avait été inculquée. Ils ont aussi appris très tôt qu'ils doivent participer au processus politique de notre pays pour que nous lui construisions un avenir meilleur. Cela m'a encouragée encore plus que les résultats des élections qui, bien entendu, ont été pour moi source de satisfaction. En effet, j'étais convaincue que notre peuple était sur le point de créer une société à la hauteur de mes attentes et de celles des autres membres de mon parti.

J'aimerais que vous veniez tous en Birmanie, non seulement pour rechercher des possibilités d'investissement ou pour vous renseigner sur les problèmes des travailleurs, mais aussi pour juger par vous-mêmes combien le potentiel qui existe ici peut être utile pour le reste de l'humanité.

Nos jeunes ont beaucoup de potentiel, mais ils ne sont pas instruits. Ils n'ont pas reçu l'éducation de base dont ils auront besoin pour occuper la place qui leur revient dans leur pays et dans le monde. Nous devons améliorer notre système éducatif.

Comme je l'ai dit précédemment, nous devons lier la formation professionnelle à la création d'emplois. Nous aimerions que les investisseurs potentiels s'occupent de nous autant que d'eux-mêmes. Nous comprenons que les investisseurs ne viennent pas pour des raisons purement altruistes. Nous comprenons que les investissements doivent rapporter des profits. Mais nous aimerions que ces profits soient partagés entre les investisseurs et notre peuple. Et, surtout, nous aimerions attirer les investissements qui permettront un partage de compétences entre nos jeunes de Birmanie et le reste du monde.

Alors, quand vous rentrerez dans vos pays respectifs, encouragez vos gouvernements, vos entreprises, vos travailleurs à nous aider à construire la société qui assurera l'avenir de notre pays. C'est la demande que je vous adresse à tous et, maintenant que j'ai vu l'accueil chaleureux que vous m'avez réservé en tant que représentante du peuple qui aspire à la démocratie et aux droits de l'homme en Birmanie, je suis certaine que je peux compter sur tout votre soutien.

Trente ans se sont écoulés depuis mon dernier séjour à Genève. Je ne suis pas sûre de reconnaître cette ville mais mon cœur la reconnaît tout comme il sait que nous nous réunirons à plusieurs reprises pour résoudre les problèmes qui menacent l'avenir, pas seulement de mon pays, mais du monde entier.

Je reviens à mon texte, comme tout bon orateur, avant de conclure.

La suppression ou la suspension des sanctions et la restauration du système de préférences généralisées nous ouvriront la voie vers un développement économique qui doit faire partie intégrante d'une croissance respectueuse de la démocratie et des droits de l'homme, porteuse de paix et de prospérité.

Je remercie l'OIT et les organisateurs de cette Conférence de m'avoir donné la possibilité d'être ici parmi vous et j'invite les travailleurs, les employeurs, les gouvernements, les entreprises du monde entier ainsi que les institutions et organisations internationales à joindre leurs efforts aux nôtres.

(Applaudissements.)

Je ne comprends pas pourquoi on dit que j'ai tellement de courage: je me sens très nerveuse.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Merci infiniment, M^{me} Aung San Suu Kyi, pour ce message d'espoir. C'est un message très important auquel nous accordons la plus grande valeur, car

nous savons que le chemin qui vous a amenée jusqu'à nous fut long et difficile. Votre expérience de vie est un des épisodes de courage civil les plus remarquables de tous les temps. Vous avez parcouru ce chemin en devant bien souvent renoncer à parler, renoncer à tout contact direct, en ayant pour toute arme un silence forcé qui résonnait avec plus de force qu'une clameur, car c'était la voix de tous ceux qui n'avaient pas voix au chapitre.

Votre vie est un exemple pour tous, votre combat symbolise les objectifs que nous poursuivons à l'Organisation internationale du Travail, depuis l'abolition du travail des enfants et du travail forcé jusqu'au renforcement du tripartisme et du dialogue social, en passant par l'égalité des sexes, le travail décent, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale.

Votre foi et votre engagement sont restés inébranlables, vous n'avez pas faibli ni trébuché dans les moments les plus difficiles de votre vie. Votre exemple nous rend tous plus forts.

C'est pourquoi nous sommes très honorés que vous ayez accepté, pour votre premier voyage à l'étranger depuis de nombreuses années, de vous adresser à la Conférence internationale du Travail, ce parlement international du travail, à travers lequel vos paroles atteindront des millions de travailleurs et des dirigeants du monde entier.

Nous vous souhaitons, lors de vos prochaines escales internationales, de pouvoir vous adresser à de nombreux auditoires qui, comme celui de la Conférence internationale du Travail, aimeraient avoir le privilège d'être témoins de votre force de conviction.

M^{me} Aung San Suu Kyi, au nom de mes collègues du bureau de la Conférence, au nom de tous les délégués et en mon nom propre, moi qui viens d'un pays d'Amérique latine qui, par le passé, a dû aussi se battre pour la liberté et la démocratie, j'aimerais vous exprimer encore une fois notre profonde gratitude parce que vous nous avez honorés de votre présence. J'aimerais demander une fois de plus à cette assemblée de rendre hommage, en se levant, à votre lutte en faveur des droits de l'homme et de la dignité.

(Applaudissements.)

(La séance est levée à 11 h 45.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Séance spéciale

Allocution de M ^{me} Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) et membre du Parlement de la République de l'Union du Myanmar	1
---	---

.....
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact sur
• l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions reconnaissants aux
• délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs propres exemplaires afin de ne
• pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de la Conférence sont accessibles sur
• Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.
•
.....